

# LE PHÉNOMÈNE « KAMWINA NSAPU » ET LA DÉFIANCE ENVERS L'ÉTAT AU CENTRE DE LA RDC

*Grégoire Ngalamulume Tshiebue<sup>1</sup>*

## Introduction

La région du Kasai, jadis oasis de paix, a connu ces dernières années une situation sécuritaire délétère à la suite d'un conflit très violent d'origine coutumière dans le groupement « Bajila Kasanga », dans le territoire de Dibaya, province du Kasai-Central.

Ce conflit de lutte pour le pouvoir coutumier occasionna l'émergence des milices « Kamwina Nsapu », qui semèrent la terreur sur toute l'étendue de la province du Kasai-Central d'abord, puis dans l'ensemble des cinq provinces de l'espace kasaïen, couramment appelé « Grand Kasai<sup>2</sup> » (Kabata Kabamba 2018 ; Unicef-SOS Enfants 2018 ; GEC 2018 ; UNOCHA RDC 2017). Il passe pour l'un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire du Kasai et une première dans le mode opératoire et le déroulement des guerres des dernières décennies en RDC.

Alors que tous les regards étaient tournés vers l'Est du pays où des milices locales et communautaires maï-maï, nées dans la foulée ou en marge des guerres et de l'instabilité sécuritaire dans cette région depuis la fin des années 1990, s'affrontaient ou affrontaient l'État et les groupes armés d'origine étrangère pour des motivations politiques, économiques, sociales et identitaires, dont notamment des revendications d'autochtonie, de nationalité douteuse, de droit à la terre, de contrôle des ressources naturelles, d'exclusion (Stearns, Mercier & Donner 2018 ; de Villers 2016 ; Stearns 2013 ; Stearns, Verweijen & Eriksson 2013), cette tension éclata au centre du pays où vivaient paisiblement de pauvres populations depuis des décennies, partageant largement une même origine et une identité culturelle.

---

1 Professeur à l'Institut supérieur de Développement rural, ISDR-Tshibashi et Centre de Recherche-Action en Population, Environnement et Développement, CRAPED.

2 L'Espace Grand Kasai comptait depuis la 2<sup>e</sup> République deux provinces : le Kasai-Occidental et le Kasai-Oriental jusqu'au découpage territorial de 2015 donnant lieu à 5 provinces : Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami et Sankuru.

Instrumentalisant les griefs liés à la crise du pouvoir coutumier et à la déliquescence de l'État ainsi qu'à la frustration relative à l'exclusion de la région des politiques publiques, ce conflit a auguré de ce que Gauthier de Villers (2016) qualifie de régime de violence, à cause de l'articulation et de la relative hiérarchisation des trois formes de violence : la violence physique, la violence symbolique et la violence économique dans le contexte historique du Grand Kasai. Dans ce sens, ce conflit a engendré dans la région une crise humanitaire sans précédent et entraîné de nombreuses pertes en vies humaines, des pillages et des destructions méchantes des infrastructures de base ainsi que des déplacements massifs des populations (UNOCHA RDC 2017), freinant ainsi le développement local, provincial et régional. Une crise de confiance a été exacerbée entre membres des communautés et entre populations et institutions étatiques, menaçant ainsi les efforts de réconciliation et de reconstruction, à cause des blessures qui demeurent encore ouvertes (Interpeace, APC, CDPJ & TDH 2020 ; Kasai-Central 2018).

Au-delà de l'insurrection Kamwina Nsapu, la recherche d'un nouveau partenariat entre l'État et les diverses couches socioprofessionnelles, et, donc, d'un nouveau contrat social devient impérieuse pour renforcer la résilience de la province face aux menaces déstabilisatrices et insécurisantes qui pourraient venir de son environnement interne et/ou externe. Cela passe obligatoirement par la mise en place d'une dynamique systémique de restauration de l'autorité de l'État, de consolidation de la paix, de réconciliation et de prise en compte et de priorisation des demandes populaires de développement.

Ambitionnant de mettre en lumière la dynamique complexe de la crise du Kasai non encore suffisamment documentée sur le plan scientifique, cette étude se propose de relire l'histoire du conflit Kamwina Nsapu pour en comprendre les causes profondes, en relever les conséquences multiples et, surtout, en dégager les défis majeurs ainsi que les enjeux qui se profilent sur la dynamique de reconstruction et de développement durable de la province du Kasai-Central, quatre ans après le déclenchement officiel de cette crise.

Les données pour sa matérialisation sont issues de la littérature sur le conflit, des entretiens et contacts avec les personnes clés intervenues dans la province durant la crise (chefs coutumiers, anciens miliciens, leaders communautaires, victimes du conflit, agences humanitaires ainsi que les autorités politico-administratives), mais aussi, et surtout, de notre expérience personnelle en tant qu'acteur de la reconstruction du Kasai-Central post-conflit, d'abord comme ministre provincial en charge du Plan, de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Environnement et du Tourisme, de février 2018 à mai 2019, ensuite comme directeur de cabinet du gouverneur de cette province, de mai à décembre 2019, et, enfin, comme enseignant-chercheur dans cette région.

## 1. Comprendre le conflit Kamwina Nsapu dans la région du Kasai

### 1.1. L'origine du conflit Kamwina Nsapu

Comprendre le conflit Kamwina Nsapu nécessite de le resituer dans l'histoire des relations entre les peuples du Kasai, et des rapports que ceux-ci entretiennent avec le pouvoir politique. Avant 2016, la région a connu quelques épisodes troubles au début des années 1960 avec le conflit d'autochtonie dit « Luba-Lulua » lié à l'exclusion des Luba par les Lulua de l'ouest du Kasai, d'une part, et à la sécession kasaïenne, d'autre part. En effet, l'influence de la communauté luba s'était accrue à la suite des études de ses membres et des postes élevés occupés dans l'Administration, ce qui avait suscité l'animosité et la jalousie des Lulua, dans un contexte d'émergence des mouvements politico-ethniques et identitaires, en marge des revendications d'accession du pays à l'indépendance (Lombe & Kangitsi 1994 ; Mabika Kalanda 1970). Les Luba furent ainsi forcés d'aller s'installer à l'est du Kasai, autour de Bakwanga (Mbujimayi), à la suite d'une guerre ethnique au cours de laquelle ils furent pourchassés, molestés et massacrés. Par ailleurs, en rapport avec ce qui a été appelé la « crise congolaise » au cours des premières années de l'indépendance, conséquence d'une décolonisation bâclée, symbolisée par des mutineries de la Force publique, les grandes rébellions de 1963-1964, les sécessions katangaise et kasaïenne (Ndaywel 1998), une grande partie du Kasai fut plongée dans une crise majeure, à cause des velléités sécessionnistes de certains de ses leaders et fils ayant adhéré à ce mouvement. En outre, en 1996, lors de la guerre dite de « libération », les troupes loyalistes qui fuyaient l'avancée des troupes de l'AFDL s'adonnèrent au vol et au pillage des biens, maisons et magasins ainsi qu'à des tueries de tous ceux qui pouvaient opposer une quelconque résistance. En outre, lors de la guerre dite d'« agression », entre 1998 et 2003, une partie du Kasai-Central fut occupée par les troupes rebelles du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD), notamment les territoires de Demba et Dimbelenge, où se situait la ligne de front entre les belligérants. Des atrocités de toutes sortes ont en ce sens été vécues par les populations de ces lieux.

L'actuel conflit est né en 2016 de la revendication, émise par Jean-Prince Mpandi, de la reconnaissance légale de son pouvoir par les autorités étatiques. Intrônisé le 20 septembre 2013 par la famille royale Bajila Kasanga comme sixième chef de la lignée Kamwina Nsapu, en remplacement de son oncle paternel Kamwina Nsapu Analet Kabeya Mupala, mort le 25 mars 2012, le nouveau Kamwina Nsapu aura du mal à obtenir son arrêté de reconnaissance, jusqu'à sa mort, le 12 août 2016. Les divers témoignages renseignent qu'il aurait été victime de la stratégie de dédoublement,

largement utilisée par le pouvoir congolais de l'époque pour réprimer ceux des chefs coutumiers jugés peu soumis et, donc, proches de l'opposition. Les autorités provinciales auraient préféré soutenir Jacques Ntenda Tshiambi (chef du groupement voisin mais issu de la même famille régnante) dans la bataille pour le leadership des Bajila Kasanga, alors que Mpandi considérait celui-ci comme un de ses sujets. Il faut signaler que monsieur Ntenda venait d'adhérer au parti politique<sup>3</sup> du gouverneur de province, Alex Kande, ce qui tend à accréditer la thèse de l'instrumentalisation du pouvoir coutumier par les hommes politiques.

En effet, le dédoublement « est destiné à affaiblir un chef coutumier considéré comme favorable à l'opposition politique, soit en refusant de lui donner un arrêté, soit en reconnaissant un prétendant rival à son titre » (GEC 2018 : 9).

Proche de l'opposition politique en raison de ses prises de position hostiles au pouvoir en place, Jean-Prince Mpandi verra perquisitionner sa résidence officielle sur ordre du gouvernement provincial, alors qu'il se trouvait à l'étranger. Cette perquisition aurait été ordonnée sur la base d'un renseignement fourni par un soldat démobilisé, cousin du chef Kamwina Nsapu, prétendant que ce dernier organiserait une cache d'armes à son domicile en vue de créer une milice dans son groupement (Kabata Kabamba 2018 ; GEC 2018 ; Kasai-Central 2016). Bien qu'aucune arme n'ait été trouvée, l'opération donnera lieu à des actes qui seront considérés comme des éléments déclencheurs du conflit. D'abord, l'épouse du chef aurait été violée ou agressée et, ensuite, les attributs ou objets sacrés<sup>4</sup> associés au pouvoir coutumier de Kamwina Nsapu ont été profanés, ce viol d'un important tabou constituant un pur sacrilège vis-à-vis de la coutume.

À son retour, le 23 avril 2016, Kamwina Nsapu passe à l'offensive en préparant et organisant des actions punitives et de vengeance. La marmite commence à bouillir et le conflit Kamwina Nsapu éclate au cœur du Congo.

En quête d'adhésion populaire, le chef Kamwina Nsapu présente, dans des discours incendiaires fortement relayés, sa vision et le sens de son combat. Des recrutements de jeunes sont organisés à travers des « baptêmes » qui sont des rites d'initiation à la résistance et à la lutte coutumière autour du foyer initiatique, communément appelé « *Tshiota*<sup>5</sup> », où ils boivent une

<sup>3</sup> Congrès des Alliés pour l'Action au Congo (CAAC).

<sup>4</sup> « Tenues traditionnelles et objets associés ». Certaines sources avancent que le conflit a été déclenché par la révolte des ancêtres/esprits contre les militaires et l'État qui avaient brisé le tabou (GEC 2018).

<sup>5</sup> Dans la coutume luluwa, « *Tshiota* » est un feu ancestral tenu dans la cour spécifiquement par un aîné d'un lignage, un chef de famille, de clan, de tribu. Symbole de l'unité, le chef y réunit ses collaborateurs et sujets, généralement le soir, pour résoudre les problèmes de la famille. C'est autour de ce feu traditionnel que toutes les cérémonies sont célébrées,

potion magique « *Tshizaba* ». Cela permet l'expansion de son idéologie dans plusieurs villages et dans la ville de Kananga. Désormais, les barrières sont érigées sur tous les axes dans et autour de son groupement et les attaques se multiplient contre les symboles de l'État et contre les villages et personnes jugés hostiles à son action, désignés comme « traîtres ». L'invocation des ancêtres par Kamwina Nsapu était une sorte d'appel à la revanche justifiée par la « provocation » des militaires et policiers ayant violé leurs règles, en touchant sans qualité et en pillant les symboles du pouvoir. D'où, le recours aux pratiques coutumières et ancestrales lors des combats pour être en harmonie avec les ancêtres et bénéficier de leur protection. En outre, la délégation à la base du forfait ayant compté des « Rwandais<sup>6</sup> » parmi ses membres, donc des « étrangers », leur chasse devenait légitime ; ce qui explique le recours au slogan : « *Buloba ebu bwikala bwenu*<sup>7</sup> ». Ce slogan insinue que Kamwina Nsapu et ses combattants se battent pour une cause noble, juste : la défense de la terre de leurs ancêtres et de leur dignité contre les usurpateurs étrangers. Cela suggère aussi un fort lien à la terre des ancêtres et donc aux traditions.

En effet, chez les Lulua, les chefs coutumiers sont censés recourir aux coutumes, à la tradition et aux pouvoirs magiques sous le label de la sorcellerie (« *mupongo* », « *buloji* » ou « *tshianda* »). Si, généralement, la sorcellerie a une connotation négative, dans la mesure où elle peut être utilisée pour nuire aux individus ou aux groupes, elle est recommandée aux chefs, qui utilisent son versant positif pour protéger leur population et leur village des forces surnaturelles ennemies. D'où la présence des pratiques magico-religieuses sujettes à la controverse dans le combat de Kamwina Nsapu. Toutefois, le recours généralisé aux pratiques magiques et fétichistes contribue à la banalisation du fétichisme, qui tend à s'incruster dans la société, surtout auprès des jeunes. Certains acteurs y voient également un mauvais usage, dans la mesure où le feu du *Tshiota* a pour vocation de sauver, de résoudre les problèmes, de ramener la paix dans la communauté et jamais de tuer, comme cela a été le cas avec Jean Prince Mpandi.

Notons que le recours aux pratiques « mystiques » est un élément caractéristique des milices et des mouvements rebelles en RDC. Cela a été mis en exergue dans les enquêtes d'Hélène Morvan (2005) sur les milices maï-maï du territoire de Bunyakiri au Sud-Kivu ou de Benoît Verhaegen (2005 ; cité par de Villers 2016) sur les rébellions des années 1960.

---

notamment la communion et l'invocation des ancêtres qui y viennent régulièrement et répondent.

<sup>6</sup> Militaires tutsi congolais en provenance de l'Est de la RDC, assimilables aux Rwandais par leur morphologie.

<sup>7</sup> « Que cette terre soit vôtre. »

Les actions entreprises sur le terrain (barrières routières, attaque des forces de l'ordre et agents de l'État, des villages) furent mal perçues par le pouvoir provincial, qui y opposera une ferme répression, avec l'appui du pouvoir de Kinshasa, jusqu'à la neutralisation de Jean-Prince Mpandi, le vendredi 12 août 2016.

## ***1.2. Embrassement de la situation et émergence du phénomène Kamwina Nsapu***

Après son élimination physique et la tentative d'exposition de son corps à Kananga par les autorités, ses adeptes décidèrent de le venger ; ce qui sera à la base du nouveau cycle de violences qui démarrera dès septembre 2016, quelques semaines après sa mort, et s'enlisera (Kasonga Ndunga Mule 2018).

Ainsi, le refus de la voie politique en vue de résoudre le conflit par la négociation a vite précipité le Kasai dans l'horreur. Sa neutralisation, loin de calmer la situation et de résoudre le problème, l'a davantage amplifié et a auguré d'une ère d'instabilité, voire d'instabilisation, non seulement de la situation sécuritaire au Kasai-Central, mais aussi des institutions socio-politiques et communautaires, de manière générale, dans l'ensemble de la région du Grand Kasai et du pays.

Immédiatement après la mort de leur chef, certains survivants de ses douze apôtres<sup>8</sup> entreprennent de réorganiser le mouvement et décident de le venger. Ils rassemblent les éléments restés et procèdent au recrutement, au réarmement moral et initiatique des troupes. Les nouveaux baptisés sont majoritairement des jeunes et, pour la plupart, des enfants, qui adhèrent au mouvement et s'y lient par les rituels et par la coutume. L'endoctrinement est tellement fort que même les jeunes enfants obtiennent le courage de manipuler les corps humains : crânes, têtes, organes sexuels, etc., ou même d'en manger. Ces pratiques corroborent celle, effective ou symbolique, de l'« anthropophagie » liée à des croyances magiques chez les Maï-Maï du Sud-Kivu, documentée par Hélène Morvan (2005 : 77-86) ou même du « cannibalisme » dans les mouvements rebelles chez Benoît Verhaegen (2005, cité par de Villers 2016).

Ils se dotent d'armes, notamment de longs couteaux, de frondes et de bâtons de bois, taillés en forme de fusils calibres 12 ou AK-47. Selon les « éléments », comme ils aiment s'appeler, leurs objets se transforment au combat en véritables fusils, plus puissants que les armes traditionnelles. Habillés de rouge (longues tuniques rouges pour les apôtres, T-shirt ou pantalon rouge pour les autres, bandeaux rouges sur la tête parfois entrelacés de gris-gris : plantes, insectes, etc.), les miliciens placent les « Ya mama »,

<sup>8</sup> Les membres du cercle rapproché de Jean-Prince Mpandi, initiés par lui-même.

des filles vierges et de jeunes femmes pendant leurs périodes de règles, en première ligne au front, après initiation, car, soutiennent-ils, elles disposent de pouvoirs surnaturels pour arrêter les balles ennemies en les balayant dans leurs jupes ou robes rouges.

Il faut mentionner que ce groupe original de miliciens, à l'instar des groupes maï-maï dans l'Est du Congo, est caractérisé par une certaine discipline, notamment des interdits rituels : activités sexuelles, consommation de viande, de poisson, vol, moments stricts de repas autour du foyer initiatique, panique, recul ou regard vers l'arrière pendant les combats, etc. En outre, ses cibles sont bien claires : les symboles de l'État : autorités, forces de défense et de sécurité (militaires, policiers, agents des renseignements...), bâtiments et édifices publics, etc. Ils s'attaquent rarement aux populations civiles, sauf celles considérées comme des traîtres, et lancent souvent leurs attaques le vendredi, en mémoire de l'assassinat de leur chef un vendredi. La non-observance de ces règles entraîne la faillite des éléments concernés et, donc, leur vulnérabilité aux attaques ennemies. Selon plusieurs témoignages de terrain, certains éléments tombés au front se recrutaient parmi les indisciplinés, alors que certains éléments respectueux de la discipline, qui avaient malgré tout succombé aux balles ennemies, pouvaient être rappelés à la vie après invocation des ancêtres au niveau du « *Tshiota* ». La dimension culturelle a donc été très présente dans ce conflit.

Il faut ici reconnaître que les fétiches des miliciens ont révélé une certaine efficacité et une relative invulnérabilité aux balles ennemies, au point que certains éléments des forces armées battaient carrément en retraite, abandonnant leurs tenues et leurs armes.

Entrés dans la ville de Kananga après l'attaque de l'aéroport, le 23 septembre, quelques groupes de miliciens s'y installent. Certains de ceux qui avaient été baptisés au premier rang commencent à s'installer dans certains quartiers et à y recruter et baptiser les gens, sans réelle concertation avec le noyau dur tenu par les rescapés des 12 apôtres et sans coordination. Les milices commencent, dès lors, à se fragmenter en groupes relativement autonomes et prolifèrent dans plusieurs quartiers. On en trouve à Nganza, au quartier de l'aéroport, à Malole, à Kambote, à Katoka 3, mais la faction la plus importante et la plus farouche sera celle basée à Nganza, qui compte les disciples de Kamwina Nsapu, dont certains membres des 12 apôtres. Notons, en passant, que la commune de Nganza, limitrophe du territoire de Dibaya, compte plusieurs ressortissants de ce territoire, particulièrement les Bajila Kasanga de Kamwina Nsapu, ce qui justifie cette forte proximité à la fois géographique et ethnique.

Au fur et à mesure que les affrontements s'amplifient et que les victoires se « multiplient », les groupes commenceront à recevoir, hormis les jeunes et les enfants, des personnes ayant une certaine expérience des activités violentes et/ou illégales, notamment, les anciens soldats démobilisés, les

ex-prisonniers, les bandits de grand chemin, les catcheurs (GEC 2018). Très vite, les milices deviennent aussi armées, avec des armes parfois sophistiquées récupérées sur le champ de bataille. Les baptêmes s'intensifient et les pratiques « coutumières » et les rituels « magiques » deviennent très importants, avec le maniement des têtes et crânes humains retirés sur des personnes décapitées et ramenés au *Tshiota*. La potion magique « *Tshizaba* » commence à contenir des os humains moulus et les recrues sont invitées à manger de la chair humaine et des insectes vivants (*mankenene*).

L'expansion de la milice va conduire rapidement à sa fragmentation. Les règles disciplinaires de départ vont être abandonnées progressivement, voire méconnues par les groupes hétérogènes et divers qui vont intégrer le mouvement. Ainsi, la violence et la barbarie envers les populations civiles vont s'amplifier à travers les mutilations et décapitations, de même que les vols, les extorsions ainsi que les violences sexuelles. Les Ya mamas autrefois protégées et utilisées pour leur force surnaturelle, en raison de leur virginité, vont être vite transformées par certains groupes en partenaires sexuelles des responsables et les viols vont être commis sur plusieurs femmes et filles.

Le mouvement Kamwina Nsapu se développe alors très vite, dépassant les limites de la ville et atteignant désormais les territoires et les villages du Kasai-Central ; il s'oriente vers d'autres provinces du Grand Kasai, devenant de plus en plus fragmenté et autonome, faute de coordination et de vision commune, mais surtout d'intégration des éléments indépendants en quête de leadership et de positionnement politique et/ou économique (chefs coutumiers en conflit, militaires démobilisés, bandits de grand chemin, jeunes désœuvrés, anciens fonctionnaires). Cette situation va compliquer davantage les initiatives de négociations avec les autorités publiques, les milices n'ayant pas de répondant reconnu par tous et, donc, de centre de décision opposable à tous.

Ce qui est intéressant à signaler dans ce développement est que la propagation du mouvement à travers l'Espace Grand Kasai est le fait de deux dynamiques complémentaires : une dynamique locale/endogène et une dynamique extérieure.

La dynamique locale/endogène est le fait des chefs coutumiers et/ou jeunes locaux qui vont eux-mêmes solliciter les éléments de Kamwina Nsapu pour se faire baptiser et emmener le mouvement chez eux, dans leur propre village, y installer un *Tshiota*, recruter et initier les autres avant de commencer les actions. Mécontents de la situation socio-économique précaire, notamment du chômage de masse et de la pauvreté généralisée, et inspirés par des révoltes d'autres contrées dans le pays, ces dirigeants locaux et les jeunes se mobilisent de leur propre initiative pour se lancer dans la protestation contre le régime en place à leur manière. Les conflits locaux, notamment coutumiers, vont également être à la base de la propagation du mouvement. Pour se faire respecter, les concurrents dans les villages



recourent à Kamwina Nsapu pour obtenir des forces surnaturelles et écraser la partie adverse. Il faut aussi rappeler que l'intégration des milices au titre de responsable procurait certains avantages, notamment une certaine estime auprès des autres dans le village ainsi que des ressources allant de pair avec ce titre, particulièrement lors de l'occupation et de l'exploitation des carrés miniers : les perceptions à des barrières routières érigées, les amendes en cas d'accusation, etc. Dans ces conditions, une course au lancement des milices dans les villages était observée pour bénéficier des avantages de cette situation. Cette dynamique endogène s'est poursuivie et même amplifiée après les premières tentatives de réconciliation, où certains chefs miliciens ont gagné des biens auprès des autorités. Créer une milice devenait dans ces conditions un moyen d'attirer l'attention des autorités sur soi.

La dynamique extérieure est relative, quant à elle, à l'expansion du mouvement antérieur ; les éléments se déplacent vers d'autres villages, y installent un *Tshiota*, baptisent et initient d'autres personnes pour qu'elles intègrent le mouvement et lancent des attaques.

Dès lors, les attaques se multiplient et le Kasai s'embrase, devenant le bastion de la violence, de la terreur et de l'horreur.

Le nouveau régime de conflictualité qui se manifeste au Kasai entraînant les mobilisations miliciennes qui instrumentalisent les griefs liés aux conflits fonciers et à la crise des pouvoirs coutumiers conforte les résultats des études de cas des conflits des dernières décennies au Congo (USAID & International Alert 2015 ; Stearns, Verweijen & Eriksson 2013 ; Vlassenroot & Raeymaekers 2004).

Il faut également signaler qu'avec l'arrivée des milices sur le territoire de la province du Kasai, le conflit a pris une dimension communautaire et interethnique. En effet, contrairement au Kasai-Central et au territoire de Dibaya, bastions de la crise, comprenant majoritairement les populations lulua, la province du Kasai est, en revanche, hétérogène, avec divers groupes ethniques, dont aucun n'est majoritaire (Tshokwe, Pende, Lulua, Luba, Tetela). Ici, le mouvement Kamwina Nsapu a été associé aux populations lubaphones (Lulua et Luba) non sans raison. En effet, une bonne partie des attaques dans le territoire de Tshikapa-Kamonia est attribuée à Mbawu Nkanka, proche parent de Kamwina Nsapu et d'autres ressortissants lubaphones.

Selon des rapports des Nations unies (GEC 2018), des hommes politiques<sup>9</sup> sont cités comme ayant été à l'initiative de la milice « Bana Mura » accusée des pires exactions sur les populations lubaphones indexées comme

<sup>9</sup> Ces rapports citent notamment les députés nationaux Maker Muangu Famba, Hubert Mbingho ou même l'ancien chef de secteur Lovua Loangatshimu et actuellement député provincial, Kabuya Shamasanza Muyej.

proches des Kamwina Nsapu. Sous leur instigation, les communautés tshokwe, pende et leurs alliées tetela se sont liguées pour former cette milice en vue de résister aux miliciens Kamwina Nsapu ou de s'attaquer aux communautés lubaphones, qu'elles ont accusées de véhiculer l'idéologie et les violences Kamwina Nsapu dans leurs entités. L'identité ethnique est, désormais, instrumentalisée à des fins politiques. Cela corrobore la thèse des conflits locaux, mais ayant des ramifications, bénéficiant d'appuis et de complicités dans des « réseaux d'élite » qui « au sein de l'armée et de la scène politique » rivalisent pour le partage des pouvoirs (Stearns 2013).

Comment alors mettre fin à ce cycle infernal de criminalité ?

### ***1.3. Fin progressive de la violence***

Plusieurs facteurs ont contribué à la fin de ce conflit violent. Dans un premier temps, la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement congolais et la famille Kamwina Nsapu, fin mars 2017, a permis à cette dernière de récupérer les restes du corps de Jean-Prince Mpandi, le 15 avril 2017, de l'inhumer conformément à la coutume et d'appeler à la fin des combats (GEC 2018 ; Ministère de l'Intérieur et Sécurité, ministère de la Justice et garde des Sceaux, ministère des Droits humains-RDC 2017). Cet appel ne fut toutefois pas unanimement suivi, de nombreuses milices s'étant autonomisées depuis le début du conflit et refusant de déposer les armes. La situation s'est davantage apaisée à partir de septembre 2017, après la conférence sur la paix, la réconciliation et le développement dans l'Espace Grand Kasai organisée par le Gouvernement central à Kananga. Les appels à la paix lancés à cette occasion par de nombreux chefs coutumiers et représentants politiques ont encouragé l'abandon des armes et permis la récupération de plusieurs zones insurgées par les autorités et les forces de sécurité. Un an plus tard, en décembre 2018, l'élection de Félix-Antoine Tshisekedi, fils de la figure de l'opposition historique de la région, à la présidence de la République entérina la démobilisation volontaire des miliciens. Malgré ces efforts de pacification, certaines poches de tension persistent, cependant, à ce jour autour de quelques milices, chefs coutumiers et membres de la famille Kamwina Nsapu, qui refusent d'abandonner la lutte et poursuivent leurs attaques à l'encontre des représentants de l'État, de leurs soutiens ou de membres de communautés rivales.

## **2. Une révolte localisée qui émerge dans un contexte instable et canalise les frustrations populaires**

Une enquête publiée en octobre 2020, menée au Kasai et au Kasai-Central par l'ONG Interpeace avec ses partenaires relève 4 facteurs clés à l'origine de la crise sécuritaire de 2016 dans la région et qui demeurent, à ce

jour, au cœur des préoccupations locales. Il s'agit de l'instrumentalisation du pouvoir coutumier à des fins politiques, des rivalités ethniques et intercommunautaires, de l'accès disputé au foncier et aux ressources naturelles et de la crise de confiance de la population envers l'État et ses institutions (Interpeace, APC, CDJP et TDH 2020). Ces conclusions impliquent de replacer ce conflit dans le contexte sociopolitique et économique du Congo en général et du Kasai en particulier. Ce contexte est effectivement marqué par les conflits au niveau coutumier, alors que les populations n'ont pas accès aux services sociaux de base de manière générale, ce qui accroît les frustrations et érode la confiance dans l'élite dirigeante et dans les institutions.

### ***2.1. Difficile articulation entre le pouvoir d'État et le pouvoir traditionnel***

Le conflit de pouvoir coutumier est très prononcé au Kasai-Central. Il est manifeste dans les cinq territoires et constitue un handicap majeur pour le développement local et provincial. En février 2018, lors du forum des chefs coutumiers à Kananga, 74 cas de conflits de pouvoir dans les 492 groupements avaient été recensés (Kasai-Central 2018) et plus de 130 en 2019. En effet, il y a lieu de noter à cette étape la difficile articulation entre le pouvoir d'État et le pouvoir traditionnel (Kabata Kabamba 2018 ; GEC 2018 ; RFI 2017b).

Trois causes principales en étroite interaction peuvent être mentionnées. Il y a, à la base, le non-respect des normes en matière de succession au pouvoir dans des familles régnantes, ensuite, l'ingérence des autorités politico-administratives, et, enfin, la problématique d'affranchissement ou d'autonomisation de certaines localités par les chefs coutumiers eux-mêmes. En effet, la loi n° 15/015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumiers, qui dépouille pourtant les chefs traditionnels d'une partie de leur pouvoir en les soumettant aux ordres des autorités politico-administratives par l'institution d'un salaire avec le statut de fonctionnaire, n'est même jamais respectée en ce qui concerne les procédures de reconnaissance.

S'agissant du non-respect des normes en matière de succession, il y a lieu de noter l'absence de consensus au niveau de la famille régnante sur le successeur, en cas d'absence de testament opposable à tous. Traditionnellement au Kasai, le pouvoir coutumier se transmet du père au fils, mais aussi, lorsque le titulaire n'a pas de fils majeur, du frère au frère, de l'oncle paternel au neveu ou même de cousin à cousin. Cette situation est source de conflits de succession, dans la mesure où elle génère une base de plus en plus large de prétendants au trône. En dehors de tout testament reconnu et non contesté, le prétendant est censé réunir l'unanimité autour de sa personne, notamment de la part des différents chefs des familles membres de la lignée royale.

Comme les prétendants au trône sont nombreux, certains, qui estiment avoir le soutien d'hommes politiques, peuvent profiter de cette situation, qui conduit généralement au dédoublement du groupement. La mauvaise gestion du conflit de succession et du contrôle du pouvoir coutumier est donc mise en cause.

Ensuite, les interférences politiques dans la gestion coutumière sont nombreuses. Elles sont le fait d'hommes politiques à la recherche de bases électorales. Comme ce sont des décideurs ou des proches, ils arrivent ainsi à attiser le feu en refusant l'arrêté de reconnaissance au chef désigné et/ou en soutenant les candidats qui leur sont favorables, juste pour punir l'infidélité du candidat légitime. Ainsi, les autorités politico-administratives (chef de secteur, administrateur de territoire, chef de division des affaires coutumières, ministre provincial de l'Intérieur, gouverneur de province, secrétaire général aux affaires coutumières et ministre de l'Intérieur) s'ingèrent dans les affaires coutumières en refusant volontairement de reconnaître le chef désigné par la famille régnante ou en reconnaissant le pouvoir coutumier à d'autres personnes que celles désignées par les familles régnantes, ce qui est à la base de plusieurs conflits dans la région, comme en témoigne un chef coutumier de Kamwandu à Dibaya : « On rencontre dans un même village deux chefs, l'un avec l'arrêté sans être désigné par la famille régnante, et l'autre désigné par sa famille régnante mais sans arrêté de reconnaissance légale » (Interpeace, ACP, CDJP et TDH, 2020 : 41). Comme le pouvoir procure des avantages et que les concurrents sont nombreux, il y a toujours des gens disponibles pour jouer ce jeu dans les familles régnantes. D'où, la persistance de la problématique de non-reconnaissance des chefs désignés par les arrêtés du ministère de l'Intérieur, comme ce fut le cas de Jean-Prince Mpandi et du dédoublement des groupements.

Enfin, certains chefs coutumiers ont une part de responsabilité dans la prolifération des conflits coutumiers, à travers le phénomène de l'affranchissement de certains *kapitas* (chefs de localité) et de l'émergence de groupements de fait, à la suite de dons et autres biens qui leur sont offerts, dans un contexte de pauvreté. Ils offrent à ces derniers des documents d'affranchissement et, donc, d'autonomisation de leurs localités, qui deviennent ainsi de nouveaux groupements qui, dans certains cas, sont remis en cause par leurs successeurs. Cette pratique ne peut se justifier que dans le contexte d'une croissance importante de la population du groupement ; dans ce cas, le groupement peut se scinder avec l'appui des autorités politico-administratives en confiant le pouvoir au *kapita* disposant d'une population importante susceptible de former un groupement. Toutefois, cela ne respecte pas souvent les procédures et se fait de manière anarchique, ce qui est à la base des problèmes.

## ***2.2. Diversité et complexité des conflits locaux liés à l'accès au pouvoir et aux ressources, perturbant le vivre-ensemble au niveau local***

Le conflit Kamwina Nsapu a émergé dans un contexte local où persistaient déjà des conflits divers entre les populations locales, facilitant de ce fait sa propagation. Comme le note Kabata Kabamba (2018 : 19), les enjeux de pouvoir et d'appropriation territoriale se trouvent au cœur d'une situation de conflictualité permanente handicapant le développement. Ainsi pour lui, c'est de la fragilité de l'État, du clientélisme politique et de l'utilisation par les élites de l'ethnicité aux moments de crise que proviennent les nombreux conflits parmi lesquels ont été identifiés ceux liés à une difficile coexistence du légal et du légitime et ceux opposant le pouvoir coutumier au pouvoir de l'État.

En effet, au Kasai-Central, les conflits et les foyers de tension sont divers et complexes. Il s'agit spécifiquement de conflits du pouvoir coutumier ; de conflits fonciers ; de conflits de limite entre les provinces, entre les groupements et les villages ; de conflits de gestion des ressources naturelles ; de conflits intercommunautaires ; de conflits de leadership, etc. (Kasai-Central 2018).

Face à des conflits d'origine coutumière et/ou foncière dans les entités, le vivre-ensemble est sapé et l'élan de développement communautaire est freiné, dans la mesure où les parties en conflit ainsi que leurs supporters ne peuvent unir leurs efforts pour des actions communes. Pire, des actions de sabotage et de représailles éclatent, donnant lieu à de nombreuses pertes en vies humaines, des incendies des cases et maisons, la fuite des villages et des déplacements de populations. Les affaires coutumières et foncières sont ainsi sources de multiples conflits meurtriers et destructeurs entre les groupements ou les communautés. Les derniers événements du mois d'août 2020 dans la cité de Bakwa Kenge<sup>10</sup> avec une dizaine de morts, une centaine de cases incendiées et des milliers de personnes déplacées en disent long (GEC 2020). Même chose pour le conflit entre les Bakua Tshimuna Tshimpanga, secteur de Dibataie (Dibaya, Kasai-Central) et les Bakua Lonji, secteur Mulungula (Kabeya Kamuanga, Kasai-Oriental) en septembre 2020 ou même entre Bakua Kanyinga et Bakua Ndaye aux environs de la mission catholique Katende, secteur de Kunduyi, dans le territoire de Dimbelenge.

---

<sup>10</sup> S'agissant de Bakwa Kenge, le récent rapport d'août 2020 du GEC montre que cette cité est au cœur de grands enjeux politico-économiques entre les deux provinces. Le village natal d'Évariste Boshab, notable du Kasai (Tete Kalamba) se trouve dans cette localité et sa reconnaissance comme entité du Kasai-Central aurait de graves implications sur la vie politique de ce dernier.

Dans certains coins de la province, la population se trouve dans l'insécurité à cause des tracasseries militaires et policières, dont de multiples barrières, rendant difficile la circulation des personnes et de leurs biens.

Par ailleurs, les conflits fonciers représentent le premier type de conflit au niveau des cours et tribunaux congolais (Bisa Kibul 2019 ; Justice et Paix 2017). Cette situation est valable pour le Kasai-Central. Ils concernent les limites de parcelles ou de champs entre voisins, de terres et forêts entre villages, groupements, secteurs, territoires et les provinces et sont exacerbés par les bureaux des cadastres et titres fonciers qui, sur fond de flou juridique et de corruption à tous les niveaux, confisquent les terres de certaines personnes et communautés pour les brader au plus offrant. L'accaparement des terres agricoles et communautaires par des élites économiques, politiques et militaires contribue également à ce dysfonctionnement, sans oublier le mauvais rôle joué par certains chefs coutumiers qui attribuent et réattribuent les mêmes terres à plusieurs concurrents (Peemans 2018 ; Baraka, Nyenyezi Bisoka & Ansoms 2017 ; Nyenyezi Bisoka et Ansoms 2015 ; Ngalamulume 2011). La spoliation des terres agricoles en vue de l'exploitation minière ravive également des tensions dans certaines contrées. Concrètement dans ce domaine, se pose le problème de la légalité et de la légitimité en matière foncière (Kabata Kabamba 2018). Malgré les intentions affichées par l'État, le pouvoir coutumier pèse de tout son poids sur la gestion des terres, particulièrement en milieu rural et périurbain. Ces chefs exercent un contrôle sur les terres communautaires considérées comme propriété du clan ou des lignages. Ils en assurent la distribution et y ont un droit de regard reconnu par tous, autorité « moderne » comprise (Sakata 2010). Cette coexistence du légal et du légitime augure d'un pluralisme juridique à la base de plusieurs conflits que l'on rencontre au pays et dans la région, brisant le lien social entre les communautés (Bisa Kibul 2019 ; SFCG 2017 ; Ngalamulume 2016). Le conflit Kamwina Nsapu s'est engouffré à certains égards dans les conflits préexistants, ce qui a permis sa rapide intensification.

### ***2.3. La montée des frustrations communautaires sur fond de précarité socio-économique, entraînant la crise de confiance de la population envers l'État et les institutions***

Depuis quelques décennies, la population du Grand Kasai en général et du Kasai-Central en particulier se considère marginalisée sur le plan de son développement, d'où son faible niveau de confiance envers les institutions de l'État. Elle s'estime victime de ses positions politiques jugées proches de l'opposition politique, ce qui génère et nourrit des frustrations que peuvent bien capitaliser les mouvements de révolte, comme ce fut le cas avec Kamwina Nsapu. Le Grand Leader de l'opposition depuis les années 1980 et jusqu'il y a 3 ans, feu Étienne Tshisekedi, est né au Kasai-Central où son

parti politique, l'UDPS, dispose de solides bases militantes et électorales. La formation d'un espace monétaire indépendant entre 1993 et 1997, avec le rejet de la nouvelle monnaie, le nouveau zaïre, au mépris des instructions du pouvoir de Kinshasa, et le maintien de l'ancienne sur ordre d'Étienne Tshisekedi, malgré les tracasseries des forces armées et de sécurité, ou le vote massif contre le président Kabila aux élections organisées en 2006 et 2011 et contre son dauphin désigné en 2018 en sont des illustrations<sup>11</sup>. Considérée comme « terre d'opposition politique », la région a subi au cours des dernières décennies un relatif écartement des politiques publiques et des investissements socio-économiques, générant des frustrations au sein de sa population.

Avec une ville essentiellement administrative, donc sans entreprises, la région présente le taux de chômage de même que le taux de pauvreté parmi les plus élevés du pays, selon les données de dernières enquêtes socioéconomiques (ICREDES-PPA/LCPI 2019 ; INS 2019a ; Banque mondiale 2017 ; PNUD RDC 2017 ; ministère du Plan & INS 2014 ; Ministère du Plan, ministère de la Santé publique & ICF International 2014), et ce, malgré les immenses potentialités agricoles, minières et hydrauliques.

La pauvreté est multidimensionnelle et élevée dans cette province, où les indicateurs de développement humain figurent parmi les plus faibles du pays (PNUD RDC 2017 ; INS 2016). La vulnérabilité économique est avérée pour une grande majorité de la population, avec un niveau de pauvreté extrême élevé et un chômage de masse. Les taux de pauvreté restent supérieurs à 80 % dans le Kasai, contre 50 %, autour des grandes agglomérations comme Kinshasa et Lubumbashi (Banque mondiale 2017). Les entreprises sont de fait peu implantées dans la province, en raison notamment de son enclavement par rapport au reste du pays, et du manque d'infrastructures, d'électricité et de routes pour relier les principaux pôles économiques des différentes provinces.

Cette fragilité socio-économique alimente les préoccupations et remonte les frustrations au niveau des communautés qui se croient abandonnées par les pouvoirs publics.

La grille d'analyse des nouvelles guerres civiles au Congo proposée par William Zartman (2005, cité par de Villers 2016) s'applique bien au conflit du Kasai, notamment au niveau des facteurs *need* et *creed*, alors que le troisième, *greed*, ne s'est pas concrétisé. En effet, la situation de déliquescence économique et sociale liée à la défaillance de l'État a bien créé un état de besoin (*need*) en même temps que de frustration et de contestation

---

<sup>11</sup> Au Kasai-Occidental, Jean-Pierre Bemba a recueilli 67,2 % au second tour de la présidentielle en 2006 et Étienne Tshisekedi 75,64 % en 2011 contre Joseph Kabila. En 2018, Félix Tshisekedi a obtenu plus de 90 %. Le pouvoir n'obtient des voix au Kasai-Central qu'après des communautés minoritaires non lubaphones.

(*grievance*). Les mécontentements ont été canalisés en entretenant une croyance (*creed*) victimaire au Kasai. Toutefois, la forme revendicatrice et contestataire de la crise n'a pas permis des phénomènes d'accaparement des ressources ou de pillage des richesses au profit des chefs de guerre (*greed*) comme observé dans l'Est du pays.

### 3. Les conséquences de la crise au Kasai-Central

La crise qui a embrasé le Grand Kasai depuis le mois d'août 2016 a été d'une violence extrême. Elle a occasionné des dégâts immenses à la fois sur les plans humain, matériel et environnemental, générant ainsi une crise humanitaire sans précédent au Kasai.

En effet, c'est la pauvreté, la souffrance, la colère, les drogues, l'alcool qui font agir les militaires et insurgés, les conduisant à voler, piller, violer, tuer, comme renseigné dans les entretiens des soldats de l'armée gouvernementale dans l'Est du Congo avec deux chercheuses, justifiant ainsi leurs mauvaises conditions de vie, leur misère sexuelle et affective, le mépris que leur témoignent les populations, l'irresponsabilité et la brutalité du commandement, les désordres d'une guerre absurde. « La guerre est folle, elle détruit l'esprit des gens. Certains deviennent carrément fous... », s'était exclamé l'un d'eux (Eriksson & Stern 2007, cités par de Villers 2016).

#### 3.1. Des pertes en vies humaines

Sous l'impulsion des croyances et des forces magiques, l'insurrection Kamwina Nsapu et les affrontements avec les forces de sécurité qui s'en sont suivis ont généré des violences meurtrières énormes ayant causé la mort de plusieurs milliers de personnes dans toutes les couches de la population : populations civiles, miliciens et forces de l'ordre. Étant donné que les miliciens étaient confondus avec – et même dissimulés dans – les populations civiles, les victimes ont été importantes, à cause des attaques de masse opérées par les forces de l'ordre en signe de représailles, lors des opérations de ratissage ou même des combats sanctionnant de la sorte le supposé soutien des populations à leur cause. Les tueries constituaient une démonstration de force et de puissance de chaque camp. Il est important de noter que durant le conflit, tant les insurgés que les forces de l'ordre se sont rendus coupables d'atteintes au droit à la vie, en opérant des massacres de grande ampleur, suffisamment documentés par plusieurs sources indépendantes.

Comme si la violence, le traumatisme, la sauvagerie de l'homme définissaient désormais l'identité kasaienne et que le destin de la région s'inscrivait en marge de celui du pays dans son ensemble (Vellut 2004 : 270), ce recours à la violence extrême, devenue presque un « *habitus* »



transformant l'« économie morale », en particulier au sein d'une jeunesse sans perspectives comme documenté par Luca Jourdan (2004 : 171) au Nord-Kivu au début des années 2000, renvoie à la notion de « brutalisation » appliquée à la guerre de 1914-1918 par l'historien George L. Mosse.

Après recoupement de plusieurs sources (Kabata Kabamba 2018 ; Kasonga Ndunga Mule 2018 ; GEC 2018 ; RFI 2017a, b ; UNOCHA RDC, 2017, Le Monde Afrique 2017a, b), il y a lieu d'avancer un bilan entre 3000 et 5000 morts et 80 fosses communes. Par ailleurs, 2 experts de l'ONU et leurs 4 accompagnateurs congolais ont été exécutés à Moyo Musuile dans le territoire de Dibaya, le 12 mars 2017.

### ***3.2. Une crise humanitaire sans précédent***

La crise du Kasai a généré une situation d'urgence complexe qui s'est rapidement propagée dans tout l'Espace Grand Kasai, entraînant d'immenses besoins humanitaires, et ce même au-delà du Kasai. Selon UNOCHA (2017), sept provinces, notamment celles du Kasai, du Kasai-Central, du Kasai-Oriental, du Lomami, du Sankuru, du Kwilu et du Lualaba, étaient particulièrement touchées, avec une population de près de 1,9 million de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Sur l'ensemble des sept provinces touchées, au total, 79 zones de santé sur 95, dont 24 sur 26 au Kasai-Central ont été directement affectées par le conflit, en raison notamment de nombreux déplacements de population (y compris les retournés<sup>12</sup>) et de destruction de villages et d'infrastructures. Cela montre effectivement la propagation de la crise.

Notons que le conflit a provoqué des déplacements internes massifs, soit environ 1,5 million de personnes ainsi que plus de 30 000 réfugiés en Angola. De plus, les nombreuses destructions et violences vécues par les populations représentent des sources importantes de traumatisme, dont l'impact individuel et social compromet le renforcement de la paix et du développement de la région.

De multiples violations des droits humains ont été enregistrées, dont 64 456 cas de violences sexuelles sur les femmes (UNOCHA 2017). Il s'est ainsi observé une sorte de déchaînement d'atrocités visant particulièrement les femmes (Hunt 2008). Ces « violences d'en bas » ont été commises à la fois par les miliciens et par les forces de l'ordre ainsi que les populations civiles. Certaines filles dans le mouvement Kamwina Nsapu étaient prises en otage et utilisées comme partenaires sexuelles des responsables.

---

<sup>12</sup> Ce terme fait référence aux déplacés internes qui reviennent chez eux après le conflit. Le mot « rapatriés » renvoie quant à lui aux personnes qui étaient accueillies dans d'autres pays et qui reviennent.

Par ailleurs, plusieurs milliers d'enfants, au moins 5000 selon l'UNICEF, ont été séparés de leurs familles et utilisés dans les combats. Pour l'UNICEF et SOS Enfants (2018), l'aspect le plus effroyable de la crise reste l'utilisation des enfants par les milices. Il en résulte que les enfants ont été véritablement les premières victimes de cette crise dévastatrice.

À ces questions s'ajoutaient les préoccupations sécuritaires ainsi que la protection, vu la persistance des poches de tension, au long de 2017 et 2018.

### **3.3. Incidences socio-économiques**

Au cours de cette période, les miliciens – particulièrement – se sont attaqués presque systématiquement aux infrastructures socio-économiques et communautaires, dont les écoles, les centres de santé, les édifices religieux, les bâtiments publics (commissariats de police, bureaux de la commission électorale nationale indépendante, résidences des autorités, etc.). Cela a dans une large mesure contribué à aggraver une situation qui était déjà précaire au départ.

Les bilans renseignent qu'au moins 416 écoles et 118 structures de santé ont été attaquées et détruites au Kasai-Central, alors que l'Église du Kasai, particulièrement l'Église catholique, a été la cible des milices et a enregistré d'énormes pertes (attaques contre des séminaires, paroisses, couvents). Notons que c'est à la suite de l'échec des négociations de la Saint-Sylvestre menées entre l'opposition politique et le pouvoir, à la fin de 2016 et au début de 2017, que l'Église a été la cible des miliciens, leurs revendications devenant davantage politiques au fur et à mesure que le conflit durait.

#### **3.3.1. La malnutrition aiguë et l'insécurité alimentaire préoccupantes dans plusieurs ménages**

La situation alimentaire, déjà précaire au Kasai-Occidental bien avant la crise, avec un taux de malnutrition chronique de 52 % (EDS 2014), soit le 3<sup>e</sup> plus élevé du pays après les Kivus, a été aggravée par la crise Kamwina Nsapu. Cette situation tient principalement au fait que des milliers de personnes fuyant la guerre ont été forcées d'abandonner leurs moyens d'existence, notamment leurs champs et leurs récoltes. Les saisons agricoles A 2016 et B 2017<sup>13</sup> ont été complètement ratées à cause de la crise sécuritaire.

Il faut noter que cette crise est pour beaucoup responsable de la situation alimentaire préoccupante de la région, à cause de la perturbation des activités

<sup>13</sup> La saison agricole A est la grande saison dont le semis commence mi-août et la récolte entre décembre et février, alors que la petite saison B commence mi-janvier et février pour le semis et de mai à juin pour la récolte. Ces périodes correspondent au pic de la crise sécuritaire.

économiques dont les activités agricoles, des circuits de commercialisation et des déplacements massifs des populations.

### **3.3.2. Une économie paralysée**

Durant l'insurrection Kamwina Nsapu, le Kasai-Central a tourné complètement au ralenti. Dans ce climat de terreur, toutes les activités socio-économiques ont été perturbées, réduisant les populations innocentes au néant en aggravant leur misère et leur pauvreté, confirmant l'hypothèse de Jean-Philippe Peemans selon laquelle la sécurité est une demande universelle de développement (Peemans 2002 ; Ngalamulume 2016 ; 2011).

Du gouvernement provincial aux ménages, toutes les activités ont été asphyxiées et ces turbulences ont eu des répercussions néfastes sur le tissu économique de la province : boutiques et magasins fermés, fonctionnement des écoles et des universités perturbé, agriculteurs et creuseurs de diamant et d'or en fuite, « *bayanda* » (porteurs de marchandises à vélos) livrant en cachette, bureaux désertés... Dans ce sens, les finances publiques ont été affectées aussi bien en termes de mobilisation et de maximisation des ressources qu'en termes de leur affectation, minant ainsi à la fois l'équilibre budgétaire et l'efficacité de la gestion. Les maigres ressources qui renaient étaient désormais orientées vers l'effort de guerre et les activités primordiales de sécurisation du territoire, reléguant au cadet des soucis les préoccupations essentielles des populations relatives à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Les principaux moteurs de croissance de la province ont ainsi été touchés : agriculture, services, commerce, artisanat, transport, transformation des produits, capital humain, etc. Les quelques partenaires au développement présents en province se sont repliés et ont fermé leurs bureaux, abandonnant les populations à leur triste sort. Le fonctionnement de l'Administration publique a été également perturbé, sans oublier celui des institutions politiques provinciales : assemblée provinciale et gouvernement provincial.

En définitive, cette crise a eu un impact très négatif sur le développement de la province en dégradant et empirant tous les indicateurs socio-économiques.

### **3.4. L'arrêt des opérations d'identification des électeurs entraînant de facto le report des élections nationales**

Alors que certaines de ses revendications étaient politiques, notamment la fin du mandat du président Kabila et l'alternance démocratique au sommet de l'État, l'insurrection Kamwina Nsapu a produit des effets pervers sur le terrain. En effet, en raison de l'insécurité engendrée par ce mouvement sur une grande partie de l'Espace Grand Kasai, les opérations d'enregistrement des électeurs pour la révision du fichier électoral, préalables aux élections et devant déterminer le nombre d'électeurs pour chaque circonscription et

donc, son poids électoral grâce au nombre de sièges à pourvoir, n'ont pas été lancées au Kasai. Un débat s'est ouvert pour savoir s'il fallait aller aux élections sans le Kasai, ce qui n'a pas été envisageable. Le pouvoir, qui tenait à gagner quelques mois de rallonge, a profité de cette brèche ouverte pour repousser les échéances, avec raison cette fois. Tout le monde a pu accepter de retarder les élections de manière à prendre en compte les populations du Kasai non intégrées dans le nouveau fichier électoral. Même les Kamwina Nsapu n'y ont curieusement pas trouvé d'inconvénient.

Logiquement, le processus a été postposé et n'a pu démarrer qu'avec le retour au calme. Concrètement, la crise Kamwina Nsapu a été en partie responsable du report des élections au Congo.

## Conclusion

Le regard sur la crise Kamwina Nsapu suggère de tirer quelques enseignements permettant sa bonne gestion ainsi que la prévention d'autres conflits de même nature au pays. Il s'avère donc utile de comprendre les principales dynamiques politiques et sociales qui ont constitué les sources vitales du déclenchement du conflit et de sa rapide propagation.

Notons d'emblée que le conflit Kamwina Nsapu a été essentiellement et globalement l'œuvre des enfants de la province et du pays, qui se sont soulevés contre l'État et ses institutions. Aucun contact ni implication d'origine étrangère en termes d'appui technique ou logistique, en termes de base arrière, d'intervention directe de troupes étrangères ou de soutien quelconque n'ont été signalés. Dans ce sens, le mouvement Kamwina Nsapu, dans son émergence et son mode opératoire, est à mettre au même titre que les Bundu dia Kongo, essentiellement constitués des adeptes d'un mouvement politico-religieux au Kongo-Central, ou les Raïa Mutomboki (citoyens en colère) à leurs débuts au Sud-Kivu sous la forme d'une force d'autodéfense spontanée contre les exactions perpétrées par les rebelles des FDLR (Stearns *et al.* 2013).

Cette crise révèle par ailleurs la rapidité avec laquelle une lutte pour le pouvoir coutumier bien localisée dans un village peut se propager dans un contexte très instable, comme il en a été avec Kamwina Nsapu. Ce conflit a été en fin de compte hors de contrôle et parfois sans lien réel avec Kamwina Nsapu lui-même et ses préoccupations de départ. Ceci met en lumière les tensions et dissensions profondes au sein des communautés, dépassant le cas isolé d'un chef coutumier en quête de reconnaissance.

Ces éléments laissent supposer l'existence d'un terrain fertile dans lequel la crise est née et s'est engouffrée. Ce terrain fertile réfère à l'instrumentalisation du pouvoir coutumier à des fins politiques, aux rivalités communautaires, claniques et tribales, ethniques et intercommunautaires, à l'accès disputé au foncier et aux ressources naturelles ainsi qu'à la crise de

confiance de la population envers l'État et ses institutions (Interpeace, ACP, CDJP & TDH 2020 ; GEC 2018).

Il faut reconnaître que la situation politique du pays à l'époque, notamment le climat d'incertitude générée par la fin du mandat et donc du règne du président Joseph Kabila et les mobilisations citoyennes et politiques pour sa succession ont sensiblement contribué à l'éclosion et au renforcement de cette dynamique. Les frustrations accumulées ont engendré une sorte de défiance vis-à-vis des élites politiques et des institutions de sécurité et de justice, dont l'intégrité et l'efficacité ont été remises en question.

De plus, le rôle joué par la croyance à la tradition et aux coutumes, à la magie, aux fétiches a été déterminant dans ce conflit. La médiatisation des aspects sensationnels, notamment l'efficacité supposée et prouvée à certains égards de ces pratiques a contribué à fasciner et à attirer bon nombre de jeunes en quête de pouvoirs surnaturels. Cela a permis de répandre l'idéologie et de susciter davantage d'adhésions dans un contexte où beaucoup de personnes souhaitaient s'affirmer au niveau de la communauté, voire régler des comptes par la vengeance. Cette croyance en la magie et en la puissance des fétiches fait ainsi partie du fonctionnement du monde et ne peut être considérée comme irrationnelle.

Par ailleurs, en lien avec les pouvoirs surnaturels et les pratiques traditionnelles, ce conflit a permis de mettre en exergue, au-delà du Kasaï, le rôle des autorités traditionnelles et la problématique de la gestion de leur pouvoir en RDC. En effet, avec un cadre juridique peu connu des familles régnantes et appliqué de manière tendancieuse par les autorités, le statut des chefs coutumiers et la gestion de leurs affaires font l'objet de tensions récurrentes.

Un autre élément de taille, spécifique à la crise du Kasaï, est le choix problématique de la réponse militaire par le Gouvernement sans avoir réellement et de façon sincère tenté de résoudre le différend par des voies pacifiques et politiques.

En définitive, la propagation rapide de la rébellion de Kamwina Nsapu et ses attaques sanglantes contre les institutions étatiques devraient amener les décideurs à réexaminer la façon dont ils évaluent les dynamiques politiques et sociales en RDC de manière plus générale.

Toutefois, bien qu'ayant engendré une grave crise humanitaire et socio-économique, le conflit Kamwina Nsapu peut être considéré à ce jour comme un mal nécessaire au Kasaï-Central, dans la mesure où il a permis de replacer la province et la région au centre des attentions, tant du niveau national qu'au niveau international. Désormais, le Kasaï-Central est devenu fréquentable et observe un balai de personnalités tant publiques, que privées ou émanant du monde de la coopération, venant explorer les pistes de partenariat et d'exploitation des ressources.

Il est dès lors utile de tirer les leçons de cette crise pour bâtir et renforcer la capacité de résilience du Kasai-Central post-conflit, à travers des actions de stabilisation, de restauration de la paix, d'amélioration de la gouvernance et de développement durable.

## Bibliographie

Banque mondiale. 2017. *Riche en eau, pauvre en accès. Diagnostic de la pauvreté et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène en République démocratique du Congo*. Résumé exécutif.

Baraka, J.A., Nyenyezi Bisoka, A. & Ansoms, A. 2017. « Zones économiques spéciales : vers l'accaparement des terres ? Perceptions des paysans du site pilote de Maluku ». In A. Nyenyezi Bisoka, S. Geenen, A. Ansom, & J. Omasombo (éd.), *Conjonctures congolaises 2016. Glissement politique, recul économique*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/CRE-AC (coll. « Cahiers africains », n° 91), pp. 269-292.

Bisa Kibul, M. 2019. *La Gouvernance foncière en RD Congo : du pluralisme institutionnel à la vampirisation de l'État*. Louvain-la-Neuve : Academia/L'Harmattan.

CISPE (Consortium pour la stabilisation et la paix intégrées à l'Est de la RDC). 2019. *Résurgence des violences en Ituri ? La crise de Djugu de 2018*. Utrecht : CISPE.

de Villers, G. 2016. « Régimes de violence dans l'histoire du Congo-Kinshasa ». In S. Marysse & J. Omasombo (éd.), *Conjonctures congolaises 2015 : entre incertitudes politiques et transformation économique*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/CRE-AC (coll. « Cahiers africains », n° 87), pp. 67-86.

Eriksson Baaz, M. & Stern, M. 2007. *Making Sense of Violence: Voices of Soldiers in the Congo (DRC)*. Göteborg : Göteborg University, School of Global Studies.

GEC (Groupe d'étude sur le Congo). 2020. *Kasai et Kasai-Central. Rapport bimestriel avril-mai 2020*. New York : Centre de Coopération internationale.

GEC (Groupe d'étude sur le Congo). 2018. *Mettre le feu à sa propre maison. La crise au Kasai : la manipulation du pouvoir coutumier et l'instrumentalisation du désordre*. New York : Centre de Coopération internationale.

Hunt, N.R. 2008. « An acoustic register, tenacious images, and Congolese scenes of rape and repetition ». *Cultural Anthropology* 23 (2) : 220-253.

ICREDES-PPA-LCPI. 2019. *Profil de pauvreté et des inégalités dans la province du Kasai-Central*. Rapport d'enquête. Kinshasa.

INS (Institut national de la Statistique). 2016. *Enquête avec questionnaire unifié à indicateurs de base de bien-être (E-QUIBB/RDC 1-2016)*. Rapport de l'enquête. Kinshasa : INS.

INS (Institut national de la Statistique). 2019a. *Annuaire statistique 2017*. Kinshasa : INS.

- INS (Institut national de la Statistique). 2019b. *Enquête par grappes à indicateurs multiples, 2017-2018*. Rapport de résultats de l'enquête. Kinshasa : INS.
- Interpeace, APC, CDPJ & TDH. 2020. *Défis et priorités pour la paix au Kasai et Kasai-Central*. Rapport des consultations menées par Interpeace et ses partenaires sur les territoires de Dibaya, Kamako, Kamonia, Mweka et Tshikapa, octobre 2020. En ligne sur : <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2020/10/2020-Defis-et-priorites-Kasai-Report-.pdf>
- Justice & Paix. 2017. *Conflits fonciers : le mal qui gangrène les terres congolaises*. En ligne sur : <https://www.justicepaix.be/Conflits-fonciers-le-mal-qui-gangrene-les-terres-congolaises>
- Jourdan, L. 2004. « Being at war, being young: violence and youth in North Kivu ». In K. Vlassenroot & T. Raeymaekers, *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*. Gand : Academia Press, pp. 155-176.
- Kabata Kabamba. 2018. « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasai (République démocratique du Congo) ». *Belgeo. Revue belge de géographie* 2. Disponible en ligne sur : <http://journals.openedition.org/belgeo/26916>
- Kasai-Central. 2016 (10 juillet). « Situation sécuritaire du groupement Kamuina Nsapu (Bajila Kasanga) ». *Rapport officiel*. Kananga.
- Kasai-Central. 2018. *Plan de développement de la Province (PDP) 2019-2023*. Kananga.
- Kasai-Central. 2019. *Programme d'actions du gouvernement provincial (PAGP) 2019-2024*. Kananga.
- Kasonga Ndunga Mule, B. 2018. *Le phénomène Kamuina Nsapu, une rébellion ou manipulations d'un État terroriste ? Un prétexte de Joseph Kabila pour massacrer le peuple Luba !* Paris : Édilivre.
- Le Monde Afrique*. 2017a. « Le Kasai en crise : une série de trois reportages en RDC ». En ligne : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/20/kasai-apres-la-crise-une-serie-de-trois-reportages-en-rdc\\_5232311\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/20/kasai-apres-la-crise-une-serie-de-trois-reportages-en-rdc_5232311_3212.html)
- Le Monde Afrique*. 2017b. « RDC : à Nganza, retour sur un massacre à huis clos ». En ligne : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/20/rdc-a-nganza-retour-sur-un-massacre-a-huis-clos\\_5232319\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/20/rdc-a-nganza-retour-sur-un-massacre-a-huis-clos_5232319_3212.html)
- Lombe Tshibuabua, K.V. & Kangitsi, K.M. 1994. « Évolution et rôle du pouvoir coutumier dans la ville de Kananga de 1959 à 1990 ». *Annales de l'ISP-Kananga* V (1) : 211-265.
- Mabika Kalanda. 1970. *Baluba et Lulua, une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre*. Nendeln : Kraus Reprint (coll. « Études congolaises », n° 2).
- Ministère de l'Intérieur et Sécurité, ministère de la Justice et garde des Sceaux & ministère des Droits humains (RDC). 2017 (12 juin). « Éléments d'information liés au phénomène "Kamuina Nsapu" ». In *Livre Blanc, Tome I. Rapport officiel*. Kinshasa.
- Ministère du Plan (RDC) & Institut national de la Statistique. 2014. *Résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages/2012. Rapport global*. Kinshasa.

- Ministère du Plan, ministère de la Santé publique (RDC) & ICF International. 2014. *Enquête démographique et de santé [EDS] en République démocratique du Congo 2013-2014*. Rockville : MPSMRM, MSP et ICF International.
- Ndaywel è Nziem, I. 1998. « Du Congo des rébellions au Zaïre des pillages ». *Cahiers d'études africaines* 150-152 : 417-439.
- Morvan, H. 2005. *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu*. Uppsala : Life and Peace Institute.
- Ngalamulume Tshiebue, G. 2011. *Politique agricole et sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa. Évolution historique, enjeux et perspectives*. Berlin : Éditions universitaires européennes.
- Ngalamulume Tshiebue, G. 2013. « RD Congo. Les paysans et la lutte contre la pauvreté », *Revue nouvelle* 4 : 98-106.
- Ngalamulume Tshiebue, G. 2016. *Le Développement rural en RD Congo : quelles réalités possibles ?* Louvain-la-Neuve : Academia/L'Harmattan.
- Nyenyenzi Bisoka, A. & Ansoms, A. 2015. « Accaparement des terres dans la ville de Bukavu (RDC) : déconstruire le dogme de la sécurisation foncière par l'enregistrement ». In S. Marysse & J. Omasombo (éd.), *Conjonctures congolaises 2014. Politique, territoires et ressources naturelles*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC/CRE-AC (coll. « Cahiers africains », n° 86), pp. 217-237.
- Peemans, J.-Ph. 2002. *Le Développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement « réel » dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle*. Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant.
- Peemans, J.-Ph. 2018. « Agricultures, ruralités, paysanneries : réflexions et questions pour une économie politique critique des discours dominants sur le développement ». *Mondes en développement* 2018/2 (n° 182) : 21-48.
- PNUD RDC. 2017. *Rapport national sur le développement humain 2016*. Kinshasa : PNUD.
- RFI. 2017a. « Chronologie. La crise aux Kasaïs en 30 dates ». En ligne : <http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chronologie/index.html>
- RFI. 2017b. « RDC : violences au Kasaï ». En ligne : <https://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/>
- Sakata, M. & Tawab, G. 2010. *Code forestier congolais et ses mesures d'application*. Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant.
- SFCG (Search for Common Ground). 2017 (juillet). *Conflict Scan : prévention et gestion des conflits au Nord Katanga*. Bukavu : SFCG.
- Stearns, J. 2013. *Les Maï-Maï Yakutumba. Résistance et racket à Fizi, Sud-Kivu*. Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.
- Stearns, J. 2013. *Les Raïa Mutomboki. Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*. Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.



- Stearns, J., Mercier, C. & Donner, N. 2018. « L'ancrage social des rébellions congolaises. Approche historique de la mobilisation des groupes armés en République démocratique du Congo ». *Afrique contemporaine* 265 (1) : 11-37.
- Stearns, J., Verweijen, J. & Eriksson Baaz, M. 2013. *Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité*. Londres/Nairobi : Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama.
- Unicef-SOS Enfants. 2018. *Kasaï : les enfants, victimes de la crise. Faire face aux ravages du conflit en République démocratique du Congo Kinshasa*. Kinshasa : Unicef RDC.
- UNOCHA RDC. 2017. *Plan de réponse d'urgence 2017. Région du Kasaï, Kwilu, Kwango et Lualaba*.
- USAID & International Alert. 2015 (février). *Au-delà de la stabilisation : comprendre les dynamiques de conflit dans le Nord et le Sud-Kivu en République démocratique du Congo*. Rapport rédigé par Alexis Bouvy à partir d'enquêtes réalisées dans le cadre du projet Tufaidike Wote.
- Vellut, J.-L. 2004. « Réflexions sur la question de la violence dans l'histoire de l'État indépendant du Congo ». In P. Mabilia Mantuba-Ngoma (sous la direction de), *La Nouvelle Histoire du Congo. Mélanges eurafricains offerts à Franz Bontinck, c.i.c.m.* Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC (coll. « Cahiers africains », n° 65-66-67), pp. 269-287.
- Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. 2004. *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*. Gand : Academia Press.
- Zartman, I.W. 2005. « Need, creed, and greed in intrastate conflict ». In C.J. Arnsion & I.W. Zartman (éd.), *Rethinking the Economics of War. The Intersection of Need, Creed, and Greed*. Washington D.C./Baltimore : Woodrow Wilson Center Press/The Johns Hopkins University Press, pp. 256-284.